

Nukleel ?

NUMERO 8

A V R I L - M A I 8 0

3 Francs

journal breton

d'information nucléaire



photo: THIERRY DREUX

PLOGOFF : APRÈS L'ENQUÊTE

LES GROUPES ANTI-NUCLÉAIRES APRÈS PLOGOFF

LES LEÇONS D'UNE ENQUÊTE-BIDON

L'enquête d'Utilité Publique à Plogoff a été marquée essentiellement aux yeux de l'opinion par la présence massive de forces d'occupation et les brutalités policières. C'est du moins le large écho qu'en a donné la presse locale, voire nationale. IL est vrai que les nombreuses exactions commises par les forces dites "de l'ordre", ont été l'un des faits les plus marquants de ces six semaines.

Ce n'est pas le but des CLIN de le nier, bien au contraire. Leur rôle a toujours été, pendant cette période, d'être aux côtés des habitants de Plogoff, des manifestants, que ce soit sur les barricades, dans les manifestations, ou pendant le procès.

Mais, il est un aspect à ne pas négliger et qui est tout aussi frappant, c'est l'extraordinaire mobilisation des habitants du Cap, de la région, voire de la France entière. Combien ont été nombreux, pendant cette période, les dimanches d'information, de documents, les appels à venir en aide à la constitution de CLIN, les lettres de soutien ou d'encouragement reçues.

L'heure est maintenant venue de faire des bilans, et ils sont loin d'être négatifs :

- Les créations de CLIN, Comités Plogoff, ou Comités de soutien se sont multipliées. - Chaque manifestation, chaque rassemblement a toujours regroupé plus de monde. Qui aurait imaginé qu'il y aurait plus de 60.000 personnes à la Pointe du Raz le dimanche 16 mars ?

- Le soutien aux inculpés et à leurs familles s'est largement organisé, tant par les manifestations lors des procès que sur le plan financier.

- Partout des actions symboliques ou des rassemblements de soutien ont eu lieu. A ce sujet, la journée régionale du premier mars eut un large écho dans la presse, et a permis de récolter de nombreuses signatures dans les diverses "Mairies Annexes" qui ont sillonné chaque commune de Bretagne.

Quelle est la raison de cette mobilisation? Il y a sans doute plusieurs explications.

La première, c'est incontestable, est l'occupation armée de la région. Jeunes ou vieux, hommes, femmes ou enfants, tous ont été choqués par ce déferlement d'uniformes, ce déploiement militaire. La lutte de Plogoff est devenue celle de toute la Bretagne.

Et puis, depuis longtemps déjà, les CLIN avaient dénoncé par tracts, affiches, communiqués, et au cours de nombreuses réunions et conférences de presse, la mascarade que représentait cette Enquête, dite d'Utilité Publique. Il ne restait plus aux populations qu'à constater qu'ils avaient raison, et que la démocratie la plus élémentaire était bafouée.

Restait un pas à franchir, celui de la prise de conscience du danger nucléaire et de la société impliquée par le choix des pouvoirs publics. Certains l'ont franchi, mais la majorité en est au stade de l'information. Le travail est énorme. Déjà, quelques conférences dans le Cap et ailleurs ont ouvert des voies. L'abbé Béhaguel a convaincu de nombreux paysans ; la C.F.D.T. a persuadé de nombreux pêcheurs des nuisances du Nucléaire. Mais beaucoup reste à faire.

Ce sera là l'une des tâches essentielles des CLIN pendant la période qui va suivre. Il y a là un vide à combler, et rapidement, car les pouvoirs publics n'attendent pas, E.D.F. non plus, qui change de ton et semble prête à accélérer le processus d'installation de la Centrale à Plogoff. Les chantages aux délestages se multiplient ; on nous promet du courant moins cher si on est plus "compréhensif" qu'à Plogoff.

Déjà la population bretonne s'organise. La liste qui suit des nouveaux Comités en témoigne. Nous avons résisté aux grenades, nous résisterons aux chantages et à l'intoxication.

CLIN PLOZEVET

Liste des groupes anciens et nouveaux.

Arzano, Audierne, Benodet, Beuzec Cap Sizun, Brest, Briec, Brennilis, Bannalec, Crozon, Concarneau, Chateaubriand, Colpo, Carhaix, Chateaulin, Cleden

Cap Sizun, Douarnenez, Esquibien, Goulien, Guingamp, Goelo, Guidel, Guilers, Mahalon Meslar, Lorient, Landerneau, Landivisiau, Lesneven, Loudéac, Lannion, Le Faouet, Morlaix, Landéda, Nantes, Pont Labbé, Plozévet, Porsmoguer, Plougastel, Plogoff, Plouhinec, Pouldreuzic, Plougastel Daoulas, Quimper, Quimperlé, Plonevez-Porzay, Rosporden, Rennes, Rezé, Rostrenen, St Thégonnec, St Nazaire, St Briec, Tregunc, St Pol de Léon, Vannes, Plouzané, L'Ommequelic, Querrien, Plomelin, Ploncour Lanvern, Quéven, Ploudalmézeau, Guipavas, Kerhuon.

Que tous les groupes qui ne soient pas cités nous le fassent savoir. Pour qui souhaiterait entrer en contact avec l'un de ces groupes, il est possible de nous écrire ou d'écrire au secrétariat de la coordination :
 Pierrich Le Corre
 Poulkamp
 Kerlagadec
 29144 PLOZEVET



Témoignage

Déjà en 1968 et 1976...

Les grenades au bromacétate : une vieille et dangereuse histoire

Ouest-France 4 Avril 1980

QUIMPER. — Les grenades lacrymogènes utilisées à Quimper contenaient du bromacétate d'éthyle. Le ministre de l'Intérieur l'a reconnu, faute de pouvoir le nier plus longtemps. Mais il ne fait aucun doute qu'il lui coûte de devoir admettre qu'on utilise tout dans les services de police un produit dont la toxicité a été maintes fois dénoncée, aussi bien par les milieux médicaux que par des groupements divers.

C'est en 68 surtout que les dégâts de ce type de grenades furent mis en évidence. Sur des centaines de brûlés plus ou moins graves, des dizaines perdirent tout ou partie importante de leur vue. Dès cette époque l'académie de médecine demanda à nos gouvernants de retirer de la circulation un engin qui relève plus de l'arme de guerre que de la panoplie du maintien de l'ordre. Or, l'engin continue à servir en dépit de toutes les recommandations. L'ampoule de verre est maintenant gainée, mais la base du produit (une essence de brome) reste la même, avec tous ses dangers et ils sont énormes.

Dans les milieux médicaux on estime que le bromacétate d'éthyle est le produit le plus nocif que l'on connaisse pour les muqueuses et surtout pour les yeux.

Outre les brûlures immédiates qui peuvent être du deuxième degré, il cause une destruction profonde des tissus qui se détériorent de proche en proche pendant des mois. Sur les yeux, les dégâts peuvent aller malheureusement jusqu'à la nécrose et la cécité. Voici ce qu'écrivait récemment dans la revue « Revoir » une spécialiste de ce problème, membre de l'équipe médicale de la fondation ophtalmologie Rothschild, le Dr Dominique Burin : « Les brûlures chimiques sont des accidents de plus en plus fréquents puisqu'on considère qu'elles représentent 25% des urgences reçues dans les services d'ophtalmologie.

« D'emblée il faut insister sur le fait que les lésions produites risquent d'être très graves et qu'en cas d'accident de ce type, il y a un geste fondamental à effectuer à la portée de tous : il

faut laver les yeux sous l'eau en les gardant grand ouverts et ceci, le plus longtemps possible, de façon à diluer au maximum le toxique.

« Ce sont les premières minutes qui comptent et ce n'est qu'ensuite seulement qu'il faut transporter le blessé en milieu hospitalier. En effet, les produits chimiques sont d'autant plus toxiques qu'ils sont plus concentrés et que la durée de contact avec l'œil a été plus longue.

« On peut différencier ces produits en acides et alcalins. Les acides donnent des lésions maximales d'emblée, mais stables alors que les alcalins sont bien plus redoutables car ils provoquent des lésions qui continuent à évoluer pendant des semaines, voire des mois.

« Ces substances chimiques ne peuvent traverser complètement cette barrière naturelle qu'est la cornée, que si elles sont solubles à la fois dans l'eau et dans les graisses. Les dégâts intraoculaires peuvent être alors considérables. Parmi ces produits particulièrement nocifs on peut citer les liquides lacrymogènes, les vésicants, l'ammoniaque. »

En dépit des mises en garde de l'académie et de nombreux élus, les polices urbaines sont toujours détentrices de ces engins très dangereux et les utilisent.

Dans les affrontements de ces dernières semaines à Plogoff et à Quimper ont été utilisées plusieurs centaines de grenades lacrymogène classiques qui, somme toute, n'ont apparemment fait que quelques blessés légers. A Quimper, pour dix grenades au bromacétate d'éthyle on a enregistré deux victimes gravement touchées. Est-il preuve plus frappante ?

Michel BOUGEARD

Celui qui écrit ces lignes sait de quoi il parle puisqu'il fut lui-même victime d'une grenade de ce genre, alors qu'il était en service comme journaliste à La Roche-sur-Yon, en janvier 1976. Bilan : un œil perdu, en dépit de neuf interventions chirurgicales pratiquées dans les services parisiens les plus spécialisés.

LE 6 MARS, AU PALAIS DE JUSTICE DE QUIMPER ILS ONT LÂCHÉ LEURS C.R.S.

"Témoign et victime de l'inqualifiable comportement des Forces de l'ordre, à l'intérieur même du Palais de Justice de Quimper le 6 mars 1980, je tiens à apporter ma contribution à l'établissement de la vérité".

Lorsque le canon à eau a été utilisé pour disperser les manifestants qui se trouvaient devant le Palais de Justice, que les premiers coups de matraque et que les grenades lacrymogènes commençaient à pleuvoir, des personnes présentes dans le Palais sont sorties sur les marches pour protester contre les violences dont elles étaient témoins. Après avoir fait le vide devant le Tribunal, les Forces de l'ordre se sont alors retournées vers ceux qui criaient leur indignation, chargeant et matraquant jusque dans le hall. Le Procureur est alors apparu, accompagné du Président du Tribunal et de quelques avocats. Un groupe de personnes lui a demandé de faire cesser les brutalités. Et tandis que le commissaire Gourin hurlait: "Je vais faire évacuer le Tribunal", des C.R.S. sont arrivés par l'escalier du sous-

sol du Palais de Justice. Alors que des personnes tentaient de s'asseoir par terre et que les autres s'engouffraient à l'intérieur de la salle d'Audience, le commissaire Gourin, ne se contrôlant plus, s'est mis à hurler: "Sortez-les, sortez-les" empêchant lui même les gens de se réfugier dans la salle. La trentaine de personnes encore dans le hall a été chassée à coups de matraque, de crosse de fusil et à coups de pieds sous les yeux des avocats et du Président du Tribunal qui criaient: "arrêtez, arrêtez!". Le commissaire, lui, continuait à malmenier les gens et à hurler. J'ai moi-même été matraquée par des C.R.S. venus de l'extérieur. A mes pieds, une femme, tombée sur les marches était frappée d'un magistral coup de pied dans les reins."



Le témoignage confirme et précise les informations parues dans la presse.

LE MOUVEMENT ANTI-NUCLÉAIRE EN BRETAGNE :

PERSPECTIVES

Ces six semaines d'Enquête d'Utilité Publique à PLOGOFF ont été déterminantes dans l'histoire du mouvement antinucléaire breton. Pendant ce temps, fort de la lutte, la mobilisation a été intense, tant sur le terrain que partout en Bretagne, où de nombreux Comités ont vu le jour. Pendant la "trêve" qui va suivre, il va être nécessaire que ces Comités se renforcent, éventuellement se structurent plus solidement, mobilisent autour d'eux, dans le but d'être prêts pour les luttes futures qui seront certainement plus dures encore.

Déjà le mouvement antinucléaire a marqué des points (boycott réussi de l'Enquête ; jugements de "clémence" dans les procès) face aux Pouvoirs Publics. Mais ceux-ci ne sont pas prêts à désarmer, loin de là. Leur échec à PLOGOFF signifierait la fin des ambitions électronucléaires du Gouvernement et d'E.D.F., et les obligerait à poser enfin les vrais problèmes de choix d'énergie et de société. Ils n'y tiennent pas.

Dans un tel contexte, quels sont les objectifs des Comités pour faire face à ces dangers ?

La première tâche est, sans doute, de continuer l'action d'information et de mobilisation, partout, de façon que les 60 000 manifestants du 16 mars deviennent 100 000 ou plus en cas de besoin.

La deuxième serait peut-être, le plus tôt possible, de tenter de mettre en place des réalisations pratiques en matière d'énergies nouvelles, de façon à prouver, face à l'opinion publique, qu'une alternative est crédible dans le domaine de la production d'énergie.

Enfin, il faudra être prêts, matériellement, pour s'opposer sur le terrain, aux coups de force que ne manqueront pas de faire les Pouvoirs Publics pour mener à bien leur projet à PLOGOFF. Les populations du CAP ont déjà fait la preuve de leur efficacité dans ce domaine. Il reste aux Comités antinucléaires à en tirer les leçons de façon à pouvoir efficacement leur prêter main forte.

Tous ces objectifs, pour être atteints, demandent la mise en oeuvre de grands moyens matériels, et certainement une organisation plus rigoureuse de la coordination.

Pour l'information, il va falloir se doter d'un matériel audiovisuel important et toujours disponible. Il sera également nécessaire qu'un plus grand nombre de militants soient prêts à répondre aux besoins d'information, donc que des stages de formation soient organisés dans ce but.

Pour la mise en place des technologies douces, il faudrait d'abord que toutes les informations dans ce domaine soient centralisées de façon à être vulgarisées plus facilement.

Tout ceci exige des moyens financiers importants. La question reste posée, et le problème semble énorme, lorsqu'on constate les difficultés qu'ont les Comités à assumer les tâches les plus ordinaires dans le domaine de l'information (affiches, tracts, brochures).

De plus, la mobilisation de masse, qui sera nécessaire en fonction des événements à venir pose au mouvement antinucléaire des problèmes d'alliances, qui sont loin d'être clairement résolus au sein des Comités. Les quatre grands partis politiques traditionnels étant loin d'être antinucléaires, ou, pour certains, loin d'être clairs sur les problèmes énergétiques, les alliances ne peuvent qu'être locales et circonstanciées. La peur panique de certains écologistes de voir le mouvement "récupéré" ne doit pas faire négliger des alliances stratégiques nécessaires parfois, ni faire perdre de vue d'autres formes de récupération toujours possibles. Le mouvement antinucléaire bouscule les façons de penser traditionnelles ; il faut en profiter pour poser aux militants de base de certaines organisations de masse, politiques ou syndicales les vrais problèmes de choix de société, sans pour autant négliger leur expérience des luttes et de l'organisation de ces luttes. Il faut certes se méfier des tentatives de récupération politique, mais également des attitudes puristes ou naïves qui consistent à faire abstraction de tout un consensus social et politique dans lequel nous sommes bien contraints d'évoluer.

Ces quelques réflexions n'ont d'autre ambition que d'ouvrir des débats, de façon à tenter de clarifier certaines positions du mouvement antinucléaire.

Pour que vive la lutte antinucléaire !

DES MISSIONS !

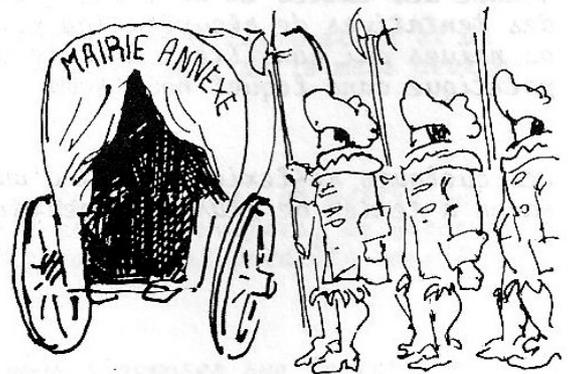
Commençant en Basse-Bretagne les missions qui devaient apprendre aux peuples de cette contrée sauvage les principes de la vraie religion catholique, le Père jésuite Julien Maunoir arriva en 1643 dans une petite localité du Cap-Sizun. Il y trouva tous les désordres habituels aux indigènes. En particulier, "les paroissiens de Plogoff ne mettoient point d'autre distinction entre les jours ouvriers et les jours de feste, sinon que les jours de feste, ils entendoient la Messe ; mais à cela près, ils travailloient comme les jours ouvriers ; disant que puisque le Dimanche ils mangeoient aussi bien que les autres jours, il falloit aussi que le Dimanche ils allassent à la pesche" (Boschet, Le Parfait Missionnaire, 1697, p. 163).



DES MISSIONS !

On ne sait si c'est l'action du P. Maunoir qui se fait encore sentir, mais les choses ont fort heureusement bien changé. Pendant six semaines, les Plogoffites sont allés régulièrement à la "messe" tous les jours ouvriers. De plus, la bonne influence des "missionnaires casqués et bottés" - c'est ainsi que l'on désignait les dragons que Louvois et Louis XIV envoyèrent convertir les protestants - n'est sûrement pas étrangère à l'afflux massif de pèlerins lors du dimanche de clôture : 60.000 personnes en un seul jour, plus de gens que le célèbre missionnaire breton n'en a convertis en une année entière.

FANCH



CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE ATTENTION A LA DALLE

Décidément, nucléaire et économies ne sont pas deux mots qui font bon ménage. On sait déjà que quand la centrale aura cessé de produire du courant elle aura à peine remboursé ce qu'elle aura consommé pour sa construction. Sans parler des routes, du manque à gagner sur les terres et les mers occupées des tonnes de flics engraisés sur les lieux.

Un autre point qui concerne le gaspillage généralisé, et ce n'est pas le moindre, a trait au fonctionnement même de la centrale ; on ne peut réduire d'une manière sensible la production au cours de périodes brèves en particulier durant la nuit, et il faudra bien consommer l'électricité d'une manière ou d'une autre. On a parlé de pomper l'eau du barrage de Guerlédan la nuit pour la relacher dans la journée, on peut donc s'attendre à toutes sortes de fantaisies, où l'éclairage public des lieux les plus invraisemblables ne sera que pâle banalité.

EDF dans un grand souci de rationalisation du gaspillage est en train de préparer le terrain en s'attaquant à la base du mal. Voyons un peu :

Individus visés : les candidats à la construction.

Clients potentiels : les promoteurs de lotissements de maisons individuelles et les promoteurs d'immeubles collectifs. EDF a trouvé un moyen génial pour chauffer tous ces logements : à la construction on noie une résistance dans la dalle. Cette résistance accumulera la chaleur pendant la nuit, aux périodes de demi tarif et une électronique ad-équât calculera le temps de chauffe pour être sûr de restituer une température de 14°C

au logement pendant la journée, la différence avec la température souhaitée étant comblée par des radiateurs/convecteurs bêtes, de la 1ère génération.

Le système est en train de se répandre à grande vitesse dans le Finistère où EDF met le paquet pour convaincre les promoteurs d'accepter ce matériel soi-disant révolutionnaire (en fait le chauffage par le sol a déjà été sévèrement sanctionné par ses utilisateurs dans le passé). Tout indique d'ailleurs qu'ils se laissent facilement convaincre :

- Economie de construction (qu'est-ce que ça coûte, une résistance dans une dalle ?)

- Economie de matériels (un radiateur électrique coûte entre 300 et 500 F et 2 fils suffisent à le brancher)

- Atout publicitaire qui permet en plus d'utiliser des noms ronflants pour impressionner le gogo

- Argument fallacieusement économique, qui fait croire au client qu'il se chauffera à demi-tarif, alors qu'une grosse partie de l'électricité sera consommée de jour, à plein tarif

On comprend donc qu'EDF n'ait aucune difficulté à fourguer sa camelote. Le danger, en ce qui concerne la Bretagne, c'est que ce système de chauffage comporte comme corollaire la consommation de courant de nuit.

Et qu'est ce qui produit du courant la nuit ? Cherchez un peu et vous finirez par trouver.

Daniel LE GALIC
Loperch'hed

TANIO ...

... EN ATTENDANT LE «PACIFIC FISHER»

Lundi 10 mars 1980. 10 H 1/2

TREGASTFL

J'arrive.

A Trégastel, tout est calme et tranquille. Les maisons ont fermé leurs volets comme dans la plupart des cités littorales quand la Saison est partie en vacances à la neige. Sur le marché, une dizaine de voiture-barrages, peu de clients. Autour de la salle des fêtes des tracteurs avec leur tonne à lisier crochée derrière. Une manif de paysans ? NON ! Réquisition ! Ils sont là à glandouiller depuis le petit jour. Vers les onze heures : "Salut et bon vent ! On a plus besoin de vous".

" Pourquoi ? " " Le mazout est trop épais pour être pompé".

Alors on cause :

"Tu t'rappell's pour l'Amoco... les soldats... les pistes après mazout... là fois que Machin s'est retrouvé à Donges, fin cuit qui s'était endormi dans la cabine d'un camion... les filles-bébévolés... les pompes... les camions .. les barrages .."

On les a ressortis les barrages, hier, ils étaient nombreux à regarder les pompiers et l'armée les mettre en place. Aujourd'hui, ils sont au moins aussi nombreux à regarder ces boudins orange-ciré et noir-mazout qu'on a bien du mal à traîner au sec sur la grève-blanche rebaptisée

Là aussi on cause, on rigole, de qui se moque-t-on ? Des flics ? des pompiers ? des commerçants ? des touristes ? de soi ?... qui sait ?

Le rire est peut-être un remède, un soigne colère-rentrée de quelques uns qui refusent quand les autres acceptent la fatalité,

De colère, il n'y en a point, on vient voir, se rendre compte, mais on a déjà vu pire. Colère, il y aura peut-être quand le Patilus, l'Onyx ou le Prairial viendront dégueuler leur 500 000 tonnes de cargaison sur les côtes de ce pays.

Quoiqu'en fait, c'est presque impossible.

La nucléarisation devrait signer l'arrêt de mort des marées noires. Heureusement qu'on arrête pas le progrès.

Au fait, qu'est-ce qui se passerait si du mazout investissait le circuit de refroidissement d'une centrale littorale ?

Thierry.

MESSAGE RADIO (ACTIF)



- Ici le commandant du «Pacific Fisher». Tout va bien à bord. Nous arrivons.

(Acad)

UN PLOGOFFITE RACONTE

«LES FLICS SONT ARRIVÉS

DOUCEMENT . . . TOUT DOUCEMENT»

Nukleel :

Certains disent que le fait d'avoir insulté les flics constamment, d'avoir lancé des pierres, ça a provoqué la violence de leur part ; au fond, aller à la manif, être là, c'est donner une occasion aux flics de taper dessus... les gens de Plogoff finalement n'ont-ils pas un peu choisi ça aussi par les pierres, par les insultes ?

Luc :

Oùï, mais le tout est de savoir qui a commencé la violence, parce que les gens qui sont de l'extérieur effectivement disent : "s'ils ont des grenades dans la figure, c'est bien leur faute, ils n'ont qu'à pas lancer de cailloux", seulement les grenades ils ont commencé à en balancer dès le premier matin, dès le 31 janvier pendant la nuit des premières barricades... de toute façon la violence, est-ce que c'est pas d'abord le fait qu'ils soient venus si nombreux sans demander l'avis de la population, qu'ils soient venus si nombreux et si armés ?

F.R.3 était souvent là, ce qu'on a pu remarquer d'ailleurs c'était que quand F.R.3 était là avec sa caméra, les flics étaient vachement peïnards, ils se tenaient à carreau, ce jour là les flics ne jetaient pas des grenades n'importe où, n'importe comment, sinon ils tiraient à tir tendu dans le visage des gens... Il faut dire que la présidente du Comité de Défense, Annie Carval appelait toujours à rester calme, à ne pas faire de conneries.

Nukleel :

En fait, l'enquête devait avoir lieu, on savait que les flics allaient venir... on a su que Pont-Croix (le séminaire) était réquisitionné... Comment cela s'est-il passé ? Vous étiez là en train d'attendre... que l'enquête s'ouvre ?

Luc :

Oui, on s'attendait sûrement pas à avoir autant de flics sur le dos tout de suite, comme ça. On a avancé le chiffre de 400 à Pont-Croix, on disait "bon, en cas de grabuge, y aura peut-être 400" mais là tous les jours il y aurait entre 150 et 200 hommes constamment, et au bout de la 3ème semaine à Trogor ils sont venus vraiment en force, avec chaque nuit des rondes pour voir ce qu'il y avait comme obstacles sur la route, surtout à Trogor où ils mettaient leurs bahuts et les mairies annexes.

Nukleel :

La première nuit, comment ça s'est passé ?

Luc :

On a décidé de faire des barricades pour les empêcher de venir, la décision est passée de bouche à oreille.

Nukleel :

Mais à ce moment là dans l'idée des gens est-ce que c'était pas symbolique le fait de faire un barrage pour les empêcher de rentrer le 1er jour, et qu'après ça serait terminé ?

Luc :

Beaucoup pensaient ça... "on fait le barrage aujourd'hui pour montrer" on savait très bien que le barrage est une formalité, avec tout le matériel qu'ils ont de toute façon ...

Nukleel :

Alors comment se fait-il qu'après c'est parti ?

Luc :

Je ne sais pas, chacun s'est pris au jeu, si on peut dire, il y a quand même eu des moments où ça flottait un peu... arrivé à Trogor, il y a des jours où tu ne voyais presque personne, mais chaque fois qu'il y avait une nuit de barricades, ça relançait l'ambiance, parce que là tout le monde se retrouvait, on se voyait vachement nombreux, alors qu'on croyait qu'on serait beaucoup moins, et comme on se voyaient un tel nombre, ça nous encourageait tous.

LA DÉTERMINATION

FACE AUX

GARDES MOBILES

Nukleel :

Le 31 janvier (1er jour) on voyait les plogoffites vraiment choqués par ce qui s'était passé la nuit et surtout le matin quand ils sont arrivés devant la mairie...

Luc :

Oui, ce jour là, il y avait trois barrages (baie des Trépassés, Cleden où j'étais et Loch). Une fois qu'on a su que le barrage du loch avait cassé, au bout de 4 heures tout de même, tout le monde s'est rassemblé vers le bourg devant la mairie, on était tous là : hommes, femmes, enfants, de tous âges. Alors

les flics sont arrivés, vraiment au pas, tout doucement, tout doucement, ils ont mis une heure facilement à arriver du Loch au bourg parce que c'était parsemé de pierres partout, c'était vachement impressionnant de voir en tête du cortège, des flics, des blindés, deux camions blindés, on voyait même pas les pilotes ni rien, seulement les meurtrières... Ils étaient là à côté, à pied, déjà avec leur casque, leur visière, leur lance-grenades, et tout doucement ils avançaient, et sur les blindés il y avait un méchant projecteur, d'une puissance incroyable qui éclairait toute la foule, ça faisait vraiment une drôle d'impression, et puis ils se sont plantés juste devant la mairie, en plusieurs lignes les uns derrière les autres... et puis là bien sûr, il y en a qui ont commencé à crier dessus, il y a eu deux ou trois isolés à lancer une pierre ou deux, mais c'est tout ; on leur a dit "Commencez pas, sinon on va en prendre plein la gueule", il y avait aussi une caisse d'oeufs qui était là, même ça on ne les a pas lancés (quelques uns seulement), non c'était calme, les gens gueulaient, ça il faut le reconnaître, mais c'est pas interdit de gueuler !

Et tout à coup, on n'a même pas vu les fusils se pointer car il faisait encore nuit, il était 7 h 45 du matin, on a vu des grosses boules qui venaient sur nous, une rafale de boules "qu'est ce que c'est que ça ? Des grenades !" tout le monde s'est planqué, on était coincé dans la cour de la mairie, tous là à suffoquer, il y avait pas d'issue, c'était grillagé partout, un grillage de deux mètres alors tout le monde était là dans un cul de sac à suffoquer. Alors là, les gens n'ont pas apprécié. Et puis après avoir canardé 5 à 10 minutes, ils sont passés devant la mairie en se protégeant de leurs boucliers, sont montés dans leurs camions et sont allés se pointer à Saint-Yves.

Et tous les jours ils étaient là, de 9 h du matin à 17 h, alors chaque soir qu'ils partaient, on mettait des tas de trucs à l'endroit où étaient les camionnettes : des pierres, du lisier, du saindoux, de l'huile de vidange, des vieilles carcasses, des vieilles cuisinières ou bien tout à la fois.

Nukleel :

La majorité de la population a-t-elle participé ?

Luc :

Oui, oui, il y a un noyau qui est resté très très dur, qui est resté contre, qu'on n'a pas vu si tu veux, qu'on n'a jamais vu sur les barricades, qu'on n'a jamais vu aux manifs, qu'on n'a jamais vu nulle part, donc ils étaient à 100 % pro-Guermeur et puis terminé, comme Guermeur le veut nous on le veut aussi, c'est un noyau très réduit, parce qu'il y a beaucoup de gens qui ont compris que quand même il ne se passait pas des choses normales à Plogoff, en voyant tout ce qui se passait comme violence, qu'on tapait sur leurs enfants, bon alors là ils n'ont pas aimé, même des gens d'un certain âge qui étaient venus en spectateurs de loin, quand ils ont vu ce qu'on faisait à leurs enfants ou à leurs amis, ils ont commencé à dire "nous aussi on va s'y mettre".

C'est la présence policière, beaucoup trop marquée, qui a déterminé beaucoup à prendre position pour ou contre, mais beaucoup ont choisi contre.

Nukleel :

Que s'est-il passé le 29 février et le 1er mars, comment se sont faites les arrestations?

Luc :

Le coup du 29 février, quand il y a eu la rafle des 7 (dont un relâché), c'était un coup monté, y a pas de problèmes. C'était leur intention ce jour-là en arrivant à Plogoff, que le soir ils partiraient avec des otages, c'était préparé depuis des jours et des jours.

LES GRANDES MANOEUVRES

C'est par le côté Nord de la route que les gendarmes parachutistes sont arrivés. Ils se seraient pointés avant le lever du jour ce matin-là; pour ne pas se faire repérer, ils auraient mis leurs bahuts dans un chemin creux avec des feuillages, tout comme pendant la guerre, puis ils auraient monté la crête à pied pour faire un mouvement tournant, pour nous encercler - on était tous là, groupés, on était bien 500 ... 1000 peut-être. Y avait 30 gars dans un champ avec leur lance-pierres en train de canarder les flics, alors, tout d'un coup ... on entend les sirènes de leurs voitures : Tinton-Tinton... qui arrivaient derrière notre dos, du bourg derrière nous. On se retourne pour voir et effectivement, le convoi arrivait dans la foule, virait sur les gens tous phares allumés, et en même temps tous les paras déboulaient en courant avec leurs matraques, du bas du champ, et essayaient d'encercler le maximum de gens pour les coffrer. C'est là qu'ils en ont pris sept, certains avaient un lance-pierres et d'autres rien du tout, rien dans les mains, rien dans les poches. Coffrés... et la peur d'être tabassés (d'autres, arrêtés avant l'avaient été; le 2ème, par exemple, était en train de pisser devant chez lui, c'était en pleine nuit, le convoi passait, c'était plus 3 bagnoles, c'était



le camion, 100 tonnes par nuit qui passaient par là!... Hop! voilà un pigeon, ils le coffrent dans le camion et aussitôt, il est tabassé parce qu'il avait un lance-pierres dans sa poche. - est-ce-que c'est vrai, je ne sais pas - sa famille ne savait pas où il était passé).

Tous ceux qui étaient là après le départ des flics sont venus à la mairie, tout le monde voulait foutre le camp à Pont-Croix, tellement on était sur le coup de l'émotion, pour chercher les "otages". Le maire et la présidente du comité de défense ont parlé, beaucoup de gens ont dit : "Plutôt que d'aller se faire massacrer à Pont-Croix, autant faire des barricades cette nuit, et que demain on les emmerde encore plus pour rentrer à Plogoff"... Et tout le monde, dare-dare à faire des barricades... chacun à son poste.

Et le lendemain, ils ont eu la même tactique que la veille, ils sont venus à pieds par des sentiers très étroits, ils ont traversé un marais, contourné le barrage du Loch, par un mouvement d'encerclement et ont réussi à en choper 3 (deux gars de Morlaix et une fille).

9 arrestations en 2 jours, ce sont les 9 du procès de Quimper.

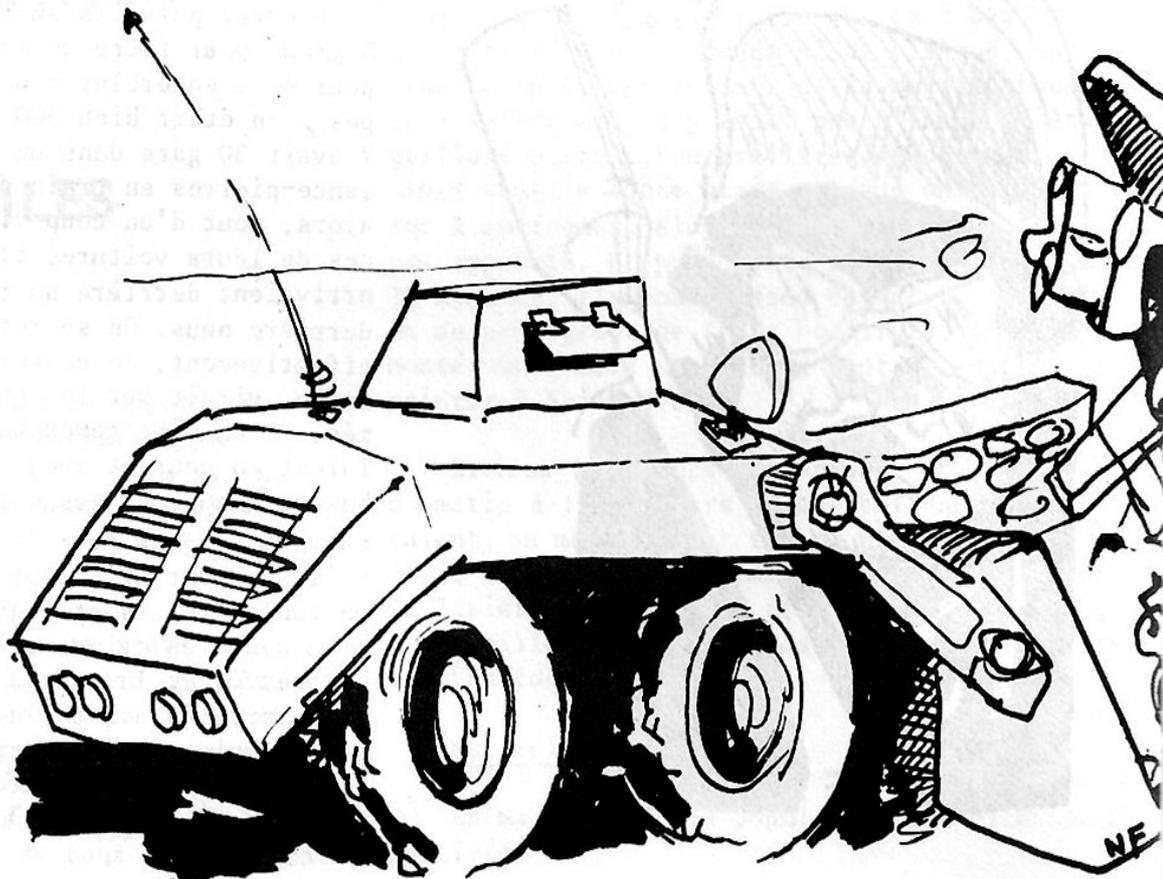
Nukleel :

Comment avez-vous pu être là si nombreux? Comment était-il possible de travailler? La solidarité entre les gars, ça devait compter beaucoup?

200 ou 60 000 ?

Luc :

A Plogoff, il y avait beaucoup de femmes en première ligne, parce que dans les petits bleds où il y a des ports de pêche et où il y a beaucoup de marins-pêcheurs et de commerce, les femmes sont seules à la maison et pendant que les gosses sont à l'école (les gosses aussi étaient perturbés par tout ça, par le bourdon de l'hélicoptère...) elles étaient toutes là-bas pour narguer les flics et tout, y en avait qui avaient vachement de souffle, qui restaient là toute la journée. Des marins de commerce avaient fait coïncider leur perm avec l'enquête.



Des paysans venaient avec leur tonne à lisier. Et puis, il y avait des gens de partout qui venaient, des gens du Porzay, des gens de partout, tu sais, qui se pointaient "Tiens on est disponible ... , bon allez hop au boulot !". C'était très sympa, là, les opinions politiques on n'en faisait pas cas, c'était des gens de tous les bords qui venaient là, à part quelques exceptions qui sont restées vraiment dans leur coin.

Y a un café, où justement la patronne était une ancienne du P.C. et qui a laissé tomber le PC quand Marchais a dit qu'il était pour le nucléaire, C'était le P.C. des anti-nucléaires, y avait des jours où on ne pouvait pas entrer dans le café, tellement il y avait du monde, assis, debout, surtout pendant les vacances scolaires des 3 zones en trois semaines y a eu du monde de partout, partout, partout...

Et le dimanche 16 mars, on était 60 000.

On a tenu six semaines ... une première manche de gagnée, quoi !...

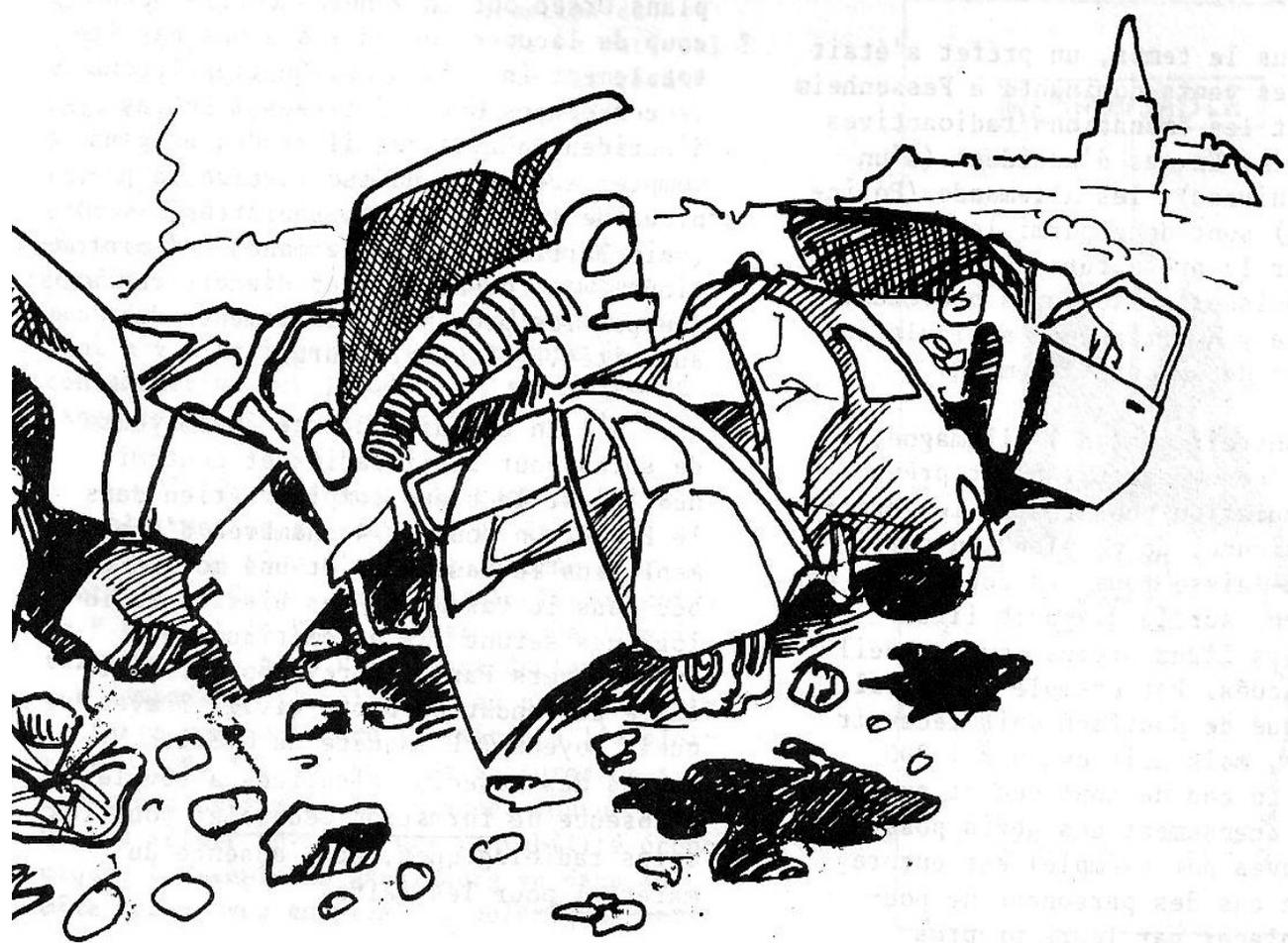
ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE
A PLOGOFF :

OU ETAIT LA DEMOCRATIE ?

A la demande des habitants de Plogoff, la coordination régionale anti-nucléaire de Bretagne organise un "Renvoi de cartes d'électeurs". Par cet acte symbolique chacun montre qu'il est concerné par le projet de la centrale à Plogoff, qu'il refuse le nucléaire et dénonce l'absence de démocratie dans le fait d'avoir imposé cette enquête à une population qui a toujours fait savoir qu'elle n'en voulait pas.

Ce renvoi est symbolique et ne remet pas en cause le droit de vote (à chaque élection vous recevrez une nouvelle carte.)

Tous les CLIN et Comités Plogoff se chargent de collecter ces cartes pour les renvoyer à Plogoff.



LE PLAN PARTICULIER DE FESSENHEIM

PLAN PARTICULIER D'INTERVENTION POUR FESSENHEIM P.P.I.

Ce n'est pas le plan Orsec-Rad d'organisation des secours, mais uniquement le relevé des moyens existants pour ces secours, enrobés dans un peu de philosophie générale. Et encore, sur 230 pages, il y a déjà près d'un quart de blanches : moyens militaires de transport, de transmission et de maintien de l'ordre. Au moins autant de place est consacrée à des listes : compagnies de cars, centres de vacances, jusqu'aux chalets du club vosgien, pouvant servir en cas d'évacuation.

Quelques remarques au fil de la lecture :

1°) Dans le temps, un préfet s'était vanté que les vents dominants à Fessenheim pousseraient les émanations radioactives vers la R.F.A. En cas d'accident (d'un quelconque niveau), les Allemands (Police de Fribourg) sont donc parmi les premiers prévenus par la préfecture du Haut-Rhin. Les Suisses ne sont pas prévenus. Il ne semble y avoir aucune articulation avec le plan de secours allemand.

2°) Contrairement à l'Allemagne, aucun exercice de secours n'est prévu avec la population pour tester le caractère opérationnel de ce plan. En particulier cela laisse tous les doutes, en cas d'évacuation, sur la disponibilité effective des lieux prévus pour recueillir les évacués. Par exemple l'hôpital psychiatrique de Rouffach doit recevoir 700 évacués, mais doit évacuer 1 200 malades... En cas de confinement sur place, le recensement des abris possible (les caves par exemple) est encore à faire. Le cas des personnes ne pouvant se déplacer par leurs propres moyens (invalides, malades, personnes âgées) semble traité fort légèrement.

3°) De la catastrophe de Viersy en 1974 aux marées noires de 1978, les plans Orsec ont en général montré beaucoup de lacunes, quand ils n'ont pas été totalement in efficaces. Quelles leçons de ces échecs ont été tirées ? En cas d'accident nucléaire, il faudra en plus compter avec l'inquiétude, voire la panique de la population, renforcés, (voir Harrisburg) par le manque d'informations préalables et d'exercices ainsi que par les probables flottements des autorités. (cf. Harrisburg)

4°) En ce qui concerne les moyens de soins pour les irradiés et contaminés, c'est le blanc complet : rien dans le P.P.I. On connaît 4 chambres d'isolement dans le Haut-Rhin et une morgue plombée dans le Bas-Rhin. Les blessés radiologiques seront ils automatiquement évacués vers Paris (Percy-hôpital militaire et fondation Curie-civil) ? avec quels moyens ? L'enquête du G.S.I.E.N. auprès des médecins alsaciens a révélé l'absence de formation médicale pour les soins radiologiques, et l'absence du matériel pour les faire.

5°) Les limites entre les 3 niveaux et surtout le seuil déclenchant le niveau maximum (niveau 3) sont inexistantes ou floues. Le seul chiffre donné, indirectement, dans le P.P.I. est celui contenu dans le modèle de fiche à destination de la police de Fribourg : jusqu'à 0,5 Rem, c'est le niveau 2. Plus de 0,5 Rem, c'est le niveau 3. CES CHIFFRES.SONT INQUIETANTS : on ne peut mesurer la gravité, et l'évolution d'un accident radiologique avec des "doses totales", mais avec des débits de doses. 0,5 Rem n'est que la dose maximale admissible totale sur une année pour la population autour des centrales. Il n'a visiblement pas l'ombre d'une étude sérieuse derrière ces chiffres. Oralement, le préfet a "précisé" ce point : le confinement (stade inférieur du niveau 3) est déclenché à partir du débit 0,5 Rad/heure. Cela reste très vague. Aucune limite n'est précisée entre le confinement et l'évacuation.

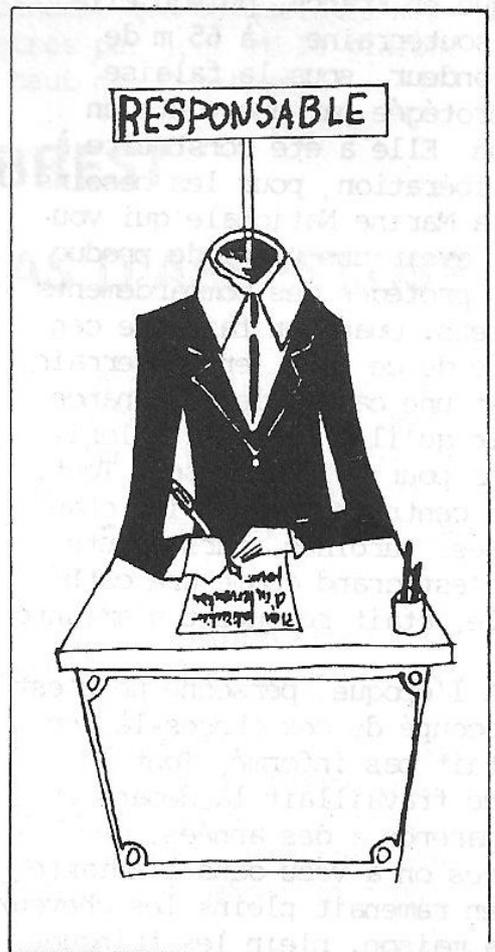
6°) "8 équipes de détection de 6 hommes" sont prévues pour effectuer des mesures radioactives à l'extérieur de la centrale. C'est là que le plus grand nombre de questions se posent : n'est-il prévu aucune mesure dans l'atmosphère ? ou est-ce un secret militaire ? Quel est le trajet exact que vont suivre ces équipes ? Est-ce un secret militaire ? Le P.P.I. donne la liste des moyens de mesure de ces équipes : ils sont ridiculement faibles. Ont-elles la formation et l'entraînement pour se servir de ce matériel ? Y-a-t-il quelqu'un pour analyser les résultats de ces mesures ? Faut-il attendre le S.C.P.R.I. ? Faut-il les faire analyser à Paris ? (C'était prévu dans la version d'Orsec Rad)"trouvée" en 1975 à la préfecture de Grenoble par les antinucléaires. Quels produits radioactifs sont spécifiquement mesurés ? Contrairement à l'Allemagne, pourquoi n'y a-t-il pas prise en compte de la contamination par l'iode 131, spécialement dangereux pour la thyroïde ?

7°) Se pose aussi le rapport entre l'exploitant de la centrale et le préfet : il existe un plan d'urgence interne pour la centrale (P.U.I.). Aucune articulation entre le P.U.I. et le P.P.I. n'est prévue dans le texte public. Le P.P.I. n'est déclenché que sur demande de l'exploitant au préfet. Faut-il faire une confiance illimitée à l'exploitant E.D.F. ? L'affaire des fissures montre une tendance à nier les risques courus pour ne pas mettre en cause une rentabilité économique. L'exemple de Harrisburg va dans le même sens, avec en plus les polémiques entre

autorités civiles et exploitants.

8°) Reste la polémique générale : rassurer la population, faire croire que les risques sont nuls par l'autosuggestion. Une des missions imparties au maire est d'ailleurs explicitement de "rassurer" la population. Plusieurs fois il est répété que les accidents graves sont plus qu'improbables. Une zone d'évacuation (rayon approximatif de 10 km autour de la centrale) a été définie. Cela concerne 11 000 habitants (rappel : au moment de Harrisburg, 1 million de personnes, étaient susceptibles d'être évacuées). Et encore : le P.P.I. précise qu'au plus 1 700 habitants seront évacués, la zone étant divisée en 11 secteurs, dont 2 ou 3 seulement seront susceptibles de faire l'objet d'une mesure d'évacuation en fonction de la direction des vents.

9°) En résumé le P.P.I. est donc simple : un accident est impossible, si l'impossible se produit, il est préférable de confiner la population et de boucler la zone contaminée, par l'armée.



DES TRAVAILLEURS D'E.D.F. : L'AMIANTE AUSSI

Interview de S. LOUBOUTIN (CFDT)

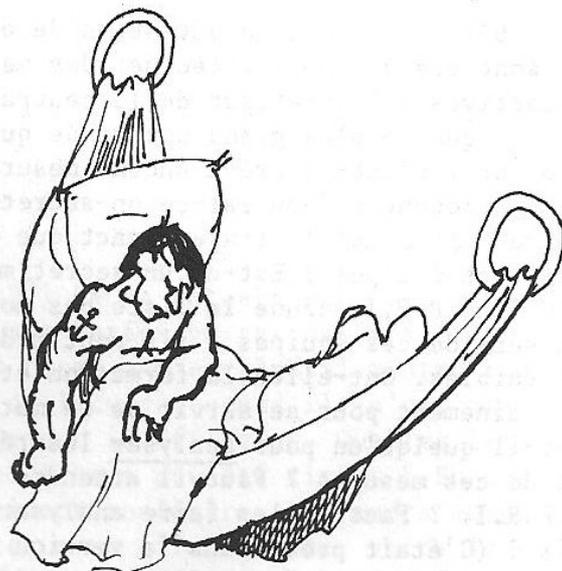
et A. FICHAUT (CGT) agents de

E.D.F à BREST .

La centrale thermique du Portzic, près de Brest, est unique en France, puisqu'elle est souterraine, à 65 m de profondeur, sous la falaise et protégée par une voûte en béton. Elle a été construite à la libération, pour les besoins de la Marine Nationale qui voulait avoir une usine de production protégée des bombardements aériens. Quand on fait une centrale de ce type, en souterrain, c'est une caisse de résonance telle qu'il a fallu la calorifuger pour l'insonoriser. Tout, à la centrale du Portzic, chaudières, turbines, murs, voûte, et c'est grand comme une cathédrale, était recouvert d'amiante

À l'époque, personne ne s'est préoccupé de ces choses-là, on n'était pas informé. Tout le monde travaillait là dedans en permanence : des années, des années on a vécu dans l'amiante, on en ramenait pleins les cheveux à la maison, plein les fringues, on s'en accommodait et les familles aussi.

On n'était pas les seuls. Il y a de l'amiante dans toutes les centrales thermiques, dans tous les bateaux, en particulier les bateaux de guerre, ce sont des caissons où tout est calorifugé à l'amiante à l'intérieur ; chaufferies, machines ; pour éviter le feu on fait dormir les marins sur des matelas bourrés d'amiante.



Nous avons entendu parler des dangers de l'amiante pour la première fois quand le collectif intersyndical de JUSSIEU a dénoncé le fait que la FAC était recouverte d'amiante floquée. Ça nous a mis la puce à l'oreille et on a commencé à poser des questions au Comité d'Hygiène et Sécurité, à la Direction pour qu'ils nous informent au moins des risques et des mesures à prendre pour les éviter. Ça a duré des mois, des années entre 1975 et 1979

On n'a jamais eu aucune information précise, on nous disait qu'on exagérait. Le médecin du travail se moquait presque de nous, que ce n'était pas dangereux !

BOUCHÉS JUSQU'AUX YEUX PAR DE L'AMIANTE

Et ce qui a finalement déclenché l'affaire, c'est qu'en février 1979 on nous a annoncé qu'un camarade de CHINON, travaillant dans la centrale nucléaire et qui avait passé 3 ans avant à la centrale de Brest, avait un cancer du poumon. Et on nous a dit : "C'est à cause de l'amiante".

Or, je savais que ce gars là avait subi une irradiation importante à CHINON et que depuis il ne travaillait plus dans les zones radioactives. Et on a tout de suite pensé : "On n'a pas le droit d'attraper un cancer du poumon dû à une irradiation dans une centrale nucléaire ; ça peut foutre la panique ! Ils se moquent de nous ; faut bien trouver une raison, ils font passer ça sur le dos - de l'amiante. De plus, si lui, qui a travaillé 3 ans à BREST a attrapé le cancer du poumon à cause de l'amiante, 18 ans après son départ, ça veut dire que tous ceux qui sont de- dans depuis 15, 20, 30 ans doivent être bouchés jusqu'aux yeux par de l'amiante. "On était donc un peu inquiets mais surtout on voulait faire la démonstration, en faisant passer la visite à tous les agents de la centrale du Portzic que ce n'était pas par de l'amiante que notre collègue était en train de mourir là-bas. Puis on s'est dit, si c'est de l'amiante, on verra bien. Et en fait on nous a trouvé de l'amiante en quantité industrielle... On a 5 camarades qui sont atteints d'asbestose, plus celui de CHINON, 2 d'entre eux ont été opérés ! Nous ne savons pas ce que ces derniers ont exactement, les médecins ne le disent pas...

Voilà la façon dont a démarré l'opération. Ensuite, nous avons

déposé des revendications. Il se trouve que la centrale de BREST subit actuellement des transformations : les turbines à vapeur sont remplacées par des moteurs diesel, nécessitant beaucoup moins de calorifugeage. Nous avons exigé qu'avant le redémarrage, toute l'amiante soit démontée, quelles qu'en soient les conditions, que tous les agents vivant sur le site ou en activité à l'extérieur passent la visite médicale spécialisée et soient ensuite suivis régulièrement, ainsi que tous les retraités. Et si ces derniers sont atteints d'asbestose, qu'ils soient pris en charge au titre de la maladie professionnelle.

Le démontage de l'amiante va poser de nombreux problèmes en particulier le maintien, pendant des mois, dans l'atmosphère de la centrale de poussières en suspension. Ces dernières ne descendent que de quelques millimètres par jour et le plafond est haut de 30 mètres.

A BREST

5 CAS D'ASBESTOSE

Il y a donc eu 5 cas d'asbestose à BREST mais à la centrale d'Arrighi, dans la région parisienne ils ont découvert 13 cas, le personnel étant aussi plus nombreux.

Q. A BREST, combien étiez vous à avoir passé la visite médicale ?

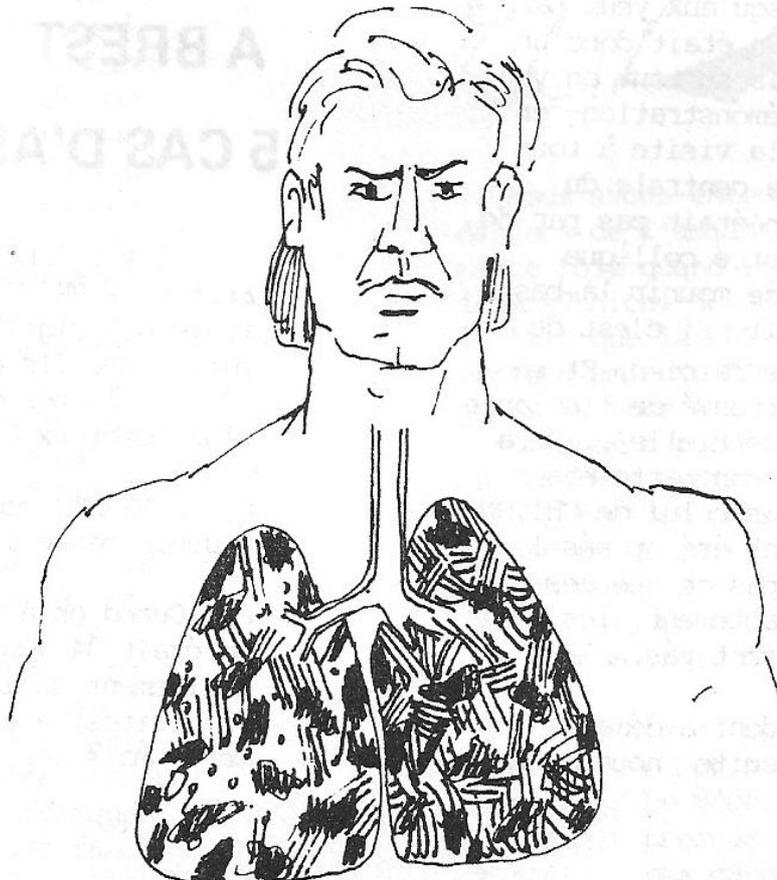
R. Quand on a trouvé les 5 cas on était 34 (On considère habituellement qu'il y a 6 cas pour 91 visites) à avoir passé l'examen. Mais les retraités n'ont

pas encore été vus et les autres agents n'ont passé que la radio. Le gros problème a été de faire admettre que l'amiante était dangereux, il y avait un mur, une incompréhension totale. Ou de la mauvaise foi. L'asbestose est reconnue comme maladie professionnelle chez ceux qui travaillent l'amiante, dans les mines ou chez Ferrodo, mais personne ne disait que ceux qui vivaient dans l'amiante subissaient les mêmes dégâts. De toute façon la maladie n'a été reconnue que très tard, on a attendu qu'il y ait beaucoup de morts. La législation française dans ce domaine est très en retard. Cependant nous pensons que EDF va régler très vite le problème, en reconnaissant pour ses agents l'asbestose comme maladie professionnelle, pour que ça s'étouffe. En effet EDF n'est pas seule en cause : la Marine Nationale, la Marine de Commerce, les Arsenaux, les garages, les usines où l'on utilise la vapeur

sont utilisateurs d'amiante, sans parler de l'amiante utilisé pour les constructions, comme isolant : 150 000 tonnes en tout, par an, en France. Le problème c'est qu'on ne sait pas par quoi le remplacer.

O. A EDF les gens sont ils sensibilisés ?

Beaucoup ne veulent plus retourner à la centrale du Portzic, ils ont vraiment la trouille. Par contre certains, pourtant atteints d'asbestose y travaillent quand même et nous avons dû nous battre avec le médecin du travail pour leur interdire d'y retourner. Ils y vont surtout pour des problèmes de finances. Mais en général nous considérons que le site est foutu, qu'on ne pourra jamais enlever toute l'amiante qui s'y trouve, dans les coins, les recoins.



Q. On a parlé de CHINON, comment les agents d'EDF réagissent-ils au risque d'irradiation dans les centrales nucléaires ?

R. Ici, il y a une activité syndicale dans ce sens ; à Brennilis on trouve des antinucléaires. Par contre à CHINON il y a complicité entre les travailleurs et la Direction. Par exemple j'ai su, par hasard, qu'il y a un an et demi, un gars avait été gravement contaminé ; je viens de le savoir et parce que je le connais. J'ai su aussi qu'à CHINON il y a eu un accident nucléaire ; le château de plomb s'est ouvert pendant que l'agent transportait la cartouche jusqu'à la piscine de décontamination. Arrivé près de celle-ci, les sirènes se sont mises à hurler : radioactivité. Réflexe du gars ; je ressors,

c'est dangereux. Il est ressorti avec la cartouche ouverte en n'imaginant pas une seconde que c'était de là que venait le danger ! On a dû tout décontaminer, recouvrir de goudron...

Mais personne ne l'a dit. Pour les gars du nucléaire, ce n'est pas dangereux parce qu'ils travaillent dedans. Ils défendent leur outil de travail. Ils savent qu'il y a des risques mais le nombre d'accidents dans les centrales a jusqu'ici été limité (bien qu'il y en ait eu plus qu'on ne l'a dit). Les incidents légers ne sont pas déclarés et les travailleurs sont complices. Il faut que ce soit grave pour que ce soit su. Il y a peu d'antinucléaires dans les centrales.

TRUANDÉS PAR LA MÉDECINE DU TRAVAIL

Q. Pourquoi tant de crainte de l'amiante et pas de l'irradiation ?

R. L'irradiation c'est connu, ça fait moins peur. Les gars y vont en connaissance de cause, tandis que pour l'amiante on ne savait pas ; de plus on ne la voit pas et il n'y a aucun signal qu'elle existe.

De plus on a le sentiment d'avoir été truandés par la médecine du travail et la Direction parce que ça fait des années qu'ils sont au courant et qu'ils ne nous ont rien dit.

Q. L'amiante est utilisé depuis longtemps alors que les centrales nucléaires sont relativement récentes. Y a-t-il pour l'apparition de l'asbestose un temps de latence ?

P. Entre 10 et 50 ans. Ce sont les retraités les plus touchés,

dans la Marine comme à EDF. Certains facteurs extérieurs augmentent les risques : alcool, tabac, le rayonnement de la soudure à l'arc, l'irradiation probablement (c'est ce qui a dû se passer pour le gars de CHINON). Le docteur KERBRAT, de l'hôpital Morvan à BREST, estime qu'il existe un nombre considérable d'asbestoses dans la Marine Nationale et de Commerce, mais non décelées. Le problème est que pour reconnaître la maladie il faut la chercher, faire des examens particuliers. Souvent les médecins disent que c'est de l'asthme. Notre succès à BREST c'est d'avoir réussi à briser le mur du silence, grâce à la presse, à l'hôpital de BREST où ils se sont intéressés au problème de l'amiante, ont fait des dossiers de maladie professionnelle. Mais il faudrait que tous ceux qui vivent dans l'amiante le fassent aussi.

Q. Pourquoi la centrale du Portzic a-t-elle été abandonnée ?

R. EDF nous a dit qu'il n'y avait pas besoin de centrale de production à la pointe de Bretagne, que c'était plus facile de tirer une ligne d'alimentation de cordemais ou cheviré, ça revenait moins cher. Nous avons objecté que l'électricité venant de loin, les chutes de tension seraient importantes.

Deux ans après on nous dit qu'il fallait une centrale nucléaire à la pointe de Bretagne, qu'une centrale de très forte puissance était indispensable!!! Elle n'est pas plus justifiée maintenant qu'avant mais c'est parce qu'il y a des problèmes pour la mettre ailleurs....

Depuis la coupure du 19 décembre 78 ils se sont aperçus que la centrale du Portzic manque. On a donc installé deux diesels. Au départ elle ne devait tourner que 100 à 200 H, maintenant ils ont un programme de marche de 2 à 3 000 H. C'est déjà une centrale de production.

Si on a des garanties en ce qui concerne l'amiante, elle démarrera en mars, sinon elle ne démarrera pas. De plus on risque d'avoir d'autres problèmes : bruit, pollution qui sera rabattue sur BREST par les vents.



Q. Que pensez-vous du projet de PLOGOFF ?

P. Nous pensons que ce n'est pas utile. Nous sommes antinucléaires mais de plus, du point de vue logique nous trouvons aberrant d'implanter une grosse centrale. Nous avons demandé qu'il y ait de petites unités de production autour des boucles du réseau car les chutes de tension au Km de ligne sont importantes : plus on est loin du lieu de production, plus les pertes en ligne sont considérables plus il faut de grosses unités pour étaler le coût.

De plus, de grosses unités de production ne sont pas auto-gérables car elles concernent une région et une population trop grandes.

Q. Et la centrale au charbon dont on parle maintenant ?

R. C'est ce que nous avons demandé au début quand ils fermaient le Portzic. On nous avait répondu, d'ailleurs, que c'était une aberration économique que d'installer une centrale en bout de réseau. Si on reste dans la conception actuelle des besoins en énergie, il faut de toute façon une unité de production ici, mais pas une grosse unité comme le projet de PLOGOFF.

La solution actuellement est dans l'arrêt du gaspillage, un choix de société autre.

Alors on pourra utiliser des énergies douces, mais pas en consommant au même rythme que maintenant car on va les épuiser aussi (bois...).

Le système capitaliste a besoin de Nucléaire.

Interview recueillie par
Jean VINGOT
Martine GUYONIC

NOUVELLES INTERNATIONALES

Danemark :

Résultats de quelques sondages :

-- sur la décision gouvernementale de remettre à plus tard l'introduction de l'énergie nucléaire

50 % d'accord
37 % contre
13 % sans opinion

- pour ou contre l'énergie nucléaire :

31 % pour
48 % contre
29 % sans opinion

- pour ou contre le complexe nucléaire à Barseback, Suède, à 20 km de Copenhague :

A Copenhague :

54 % pour la fermeture
26 % contre "

Le pays :

45 % pour la fermeture
28 % contre "

SUEDE :

Lars Nordstrom, directeur de l'Inspection Suédoise de l'Energie Nucléaire, a déclaré qu'un très grave accident nucléaire était possible et a ajouté : "Nous devons nous y préparer"

Un film sur la radioactivité "Paul Jacob et le gang du nucléaire" a été interdit par les T.V. danoise et suédoise avant le référendum Suédois sur le nucléaire (23 mars) parce que, selon la T.V. suédoise "elle n'avait pas de film pro-nucléaire à lui opposer". Plusieurs centaines de journalistes de producteurs de T.V. ont protesté contre cette censure.

Belgique :

Le gouvernement belge a décidé de créer un corps de police spécialisé dans la protection des installations nucléaires.

Grève à la centrale nucléaire de Tihange la centrale nucléaire a été arrêtée le 22 février suite à la grève des travailleurs qui demandaient que les personnes exposées à de fortes raditions puissent prendre leur retraite plus tôt.

Philippines :

Un sympathisant du mouvement anti-nucléaire de Morong a été tué récemment par les forces de police qui recherchaient les leaders du mouvement. Un autre militant antinucléaire a "disparu" en juin 1978 alors qu'il était emprisonné.

U.S.A. :

Three Mile Island

- La compagnie "General Electric Utilities" propriétaire des installations de Three Mile Island, protestant que les cuves de stockage pourraient se détériorer, veulent évacuer une quantité importante de krypton 85 radioactif dans l'atmosphère. Bob Pollard, de l'union des scientifiques concernés (Union of Concern Scientific) affirme quant à lui que c'est surtout "parce que c'est la solution la moins coûteuse". Signalons qu'il y a encore 4,5 millions de litres d'eau radioactive à Three Mile Island depuis l'accident du 28 mars 1979...

-Des habitants de Goldsboro, près de T.M.I., inquiets du fait que la compagnie d'électricité et le gouvernement ne faisaient pas de mesures de radioactivité, ont décidé d'acheter eux-mêmes des appareils de mesures.

Depuis cet achat, leurs craintes ont nettement augmenté : par vent fort, ils ont relevé 1 Rem par heure (dose annuelle maximale : 5 Rem). Les officiels de la N.R.C. (Nuclear Regulatory Commission) ont simplement déclaré que les appareils de mesure étaient défectueux ... Mais bien sûr, voyons!

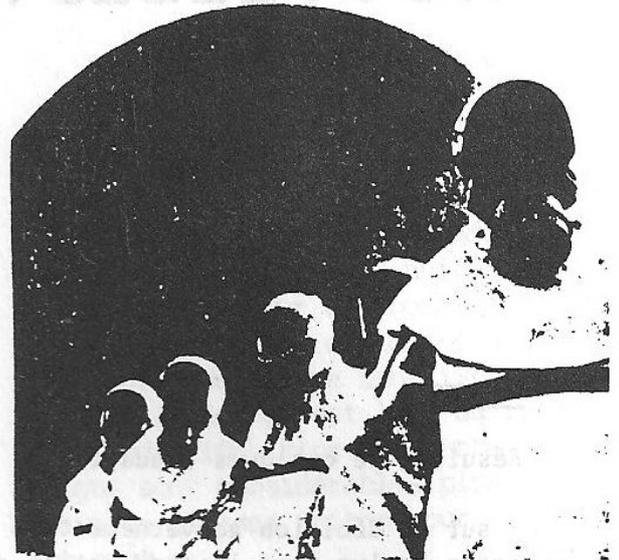
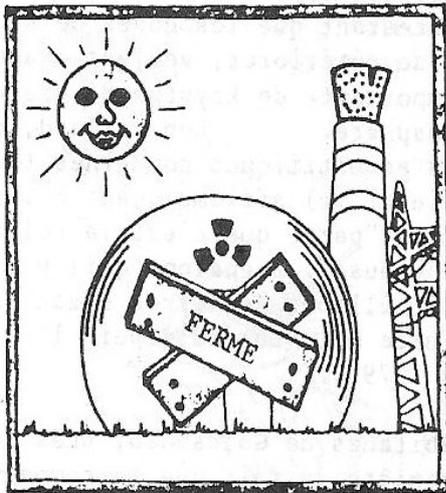
Deux fuites ont eu lieu en février à T.M.I. : le 11 ; 4 500 litres d'eau radioactive se sont échappés du circuit primaire de refroidissement.

le 12 c'est du krypton 85 qui s'est échappé pendant 16 h.

Nous contrôlons les fuites" ont dit les officiels.

France :

Fessenheim : Après 10 incidents mineurs, un expert a déclaré qu'il y avait des défauts de construction dans le coeur du réacteur, notamment au niveau des sorties du circuit de refroidissement. A quand l'accident majeur ?



RASSEMBLEMENT LES 28 ET 29 JUIN A LA HAGUE-CHERBOURG

Accueil plusieurs jours avant le rassemblement.

Samedi 28 :

Animation dans Cherbourg sur le thème de la paix

Animation dans les villages environnants sur des thèmes plus généraux

Différentes activités : théâtre, musique, artisanat, exposition

Samedi soir : Rassemblement sur un grand terrain à quelques kilomètres de l'usine de la Hague. On pourra manger. Spectacle musical, terrain de camping, parking, accueil central.

Dimanche 29 :

Grand spectacle . Intervention orale. Films, débats, animations. Jumelage de grands centres de retraitement.

Il y aura une "radio verte" pendant la durée du rassemblement. Prière d'amener son transistor pour se tenir au courant.

Une équipe de protection sera mise en place pour neutraliser d'éventuels provocateurs.

Ces organisateurs recherchent des talkies-walkies et de l'argent (pour affiches, brochures, badges, etc...)

LE COURRIER DES LECTEURS

Monsieur,

Mon abonnement à votre revue arrivant à expiration, je vous fais parvenir, ci-joint, le montant d'un abonnement de soutien. Je vous félicite de votre combat auquel je participe dans la mesure de mes moyens.

Je suis surtout contre le gigantisme centralisateur et la pénétration de plus en plus importante de l'Administration à tous les niveaux. Je préfère sacrifier mon confort que de voir le site de Feuntendod détruit, mais j'ai beau économiser sur ma consommation électrique, je paie toujours aussi cher à EDF, car pour 25 F de consommation, je paie environ 75 F d'abonnement de compteur et de taxes. Les compteurs EDF installés souvent pour plus de 20 ans, à raison de 65 F environ tous les 4 mois, ont rapporté un bon poids d'or en fin de carrière !! Est-ce justifié ?, ou est-ce simplement pour chasser les anti-gaspi ?

Autre problème : je connais une personne qui se croyait propriétaire d'un moulin à marée sur la Rance, jusqu'au jour où elle voulut faire des travaux. Elle s'aperçut alors qu'EDF était propriétaire de ce moulin depuis 28 ans !!

Il y a en Bretagne des milliers de moulins à eau dont le fonctionnement pourrait être fiable et peu coûteux, quand donc redonneront-ils un peu d'oxygène à nos défuntes rivières ?

Stourmonp atao.

M. RAOUL Rennes

Non, plus jamais,

Une étoile, dites moi ce qui est plus beau qu'une étoile ? rien, et vous le savez très bien.

La rose du matin fraîche et légère n'est-elle pas belle elle aussi ? Non, nous ne voulons plus de votre nucléaire, qui détruit le monde. Cette neige blanche restera-t-elle toujours aussi blanche ? La nature ne se détruit pas toute seule, l'homme la détruit petit à petit et ne se rend pas compte qu'il se détruit lui aussi.

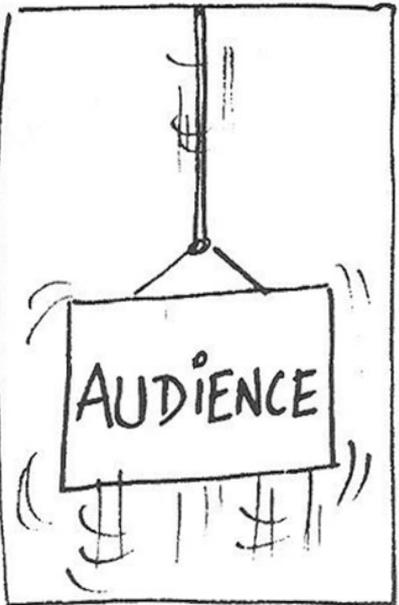
Mais qu'est ce qu'une voix parmi tous ces criminels ? Si vous aimez la nature, dites le, n'hésitez pas, ce ne sera pas un crime.

Virginie (élève de 4ème)

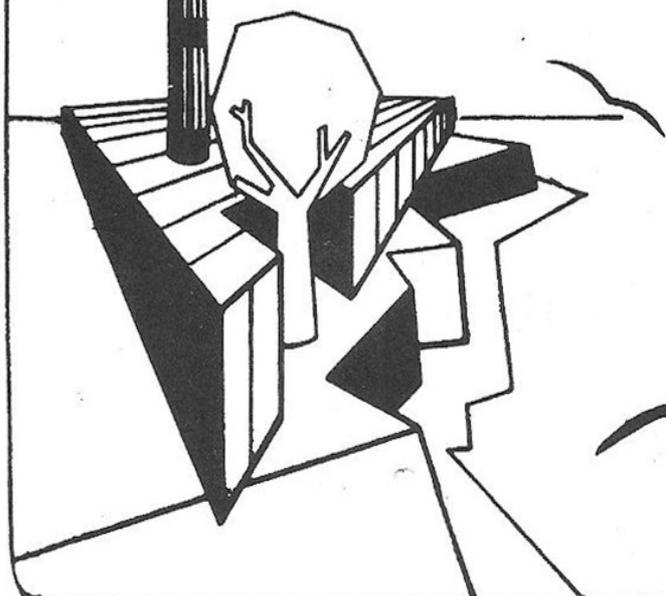


JÉUDI 6 MARS ÉTAT DE SIÈGE À QUIMPER





LA HAGUE



RASSEMBLEMENT
INTERNATIONAL
ANTI-NUCLEAIRE

28-29 JUIN

C.C.P.A.H. (Comité Contre la Pollution Atomique à La Hague)

C.R.I.L.A.N. (Comité Régional d' Information et de Luttés Anti-Nucléaires)

COORDINATION NATIONALE ANTI-NUCLEAIRE

COORDINATION INTERNATIONALE DU MOUVEMENT ANTI-NUCLEAIRE

*Non à l'extension de l'usine
Non au plutonium civil et militaire
Non aux surrégénérateurs
Non à l'Europe de la Répression*

NUKLEEL ? JOURNAL BRETON D'INFORMATION NUCLEAIRE · EDITE PAR LES C.L.I.N.
DU FINISTERE.

Directeur : Jean Guy VOURCH

Numéro ISSN : 0222 - 6553

ABONNEMENT : 5 numéros 15 F Abonnement de soutien : 40 f

à expédier à : A.I.E.N.E.R. NUKLEEL ? B.P. 30 29207-LANDERNEAU

